



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/COP-MOP/7/8/Add.1
7 août 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES A LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Septième réunion

Pyeongchang (République de Corée)

29 septembre-3 octobre 2014

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

MANIPULATION, TRANSPORT, EMBALLAGE ET IDENTIFICATION DES ORGANISMES VIVANTS MODIFIÉS (ARTICLE 18, PARAGRAPHE 3)

I. INTRODUCTION

1. À sa cinquième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (COP-MOP) a prié le Secrétaire exécutif, notamment, d'examiner les éventuelles lacunes et incohérences dans les normes, méthodes et orientations existantes qui sont pertinentes à la manipulation, au transport, à l'emballage et à l'identification d'organismes vivants modifiés¹ (OVM).

2. Le Secrétaire exécutif a ainsi commandé une étude qui a été présentée aux Parties à leur sixième réunion. La COP-MOP a pris connaissance du rapport et prié le Secrétaire exécutif d'examiner davantage les éventuelles lacunes et incohérences identifiées et de faire des recommandations, comme il convient, à la septième réunion.

3. Par conséquent, la section II du présent document examine l'étude susmentionnée, en tenant compte des débats antérieurs sur ce point par les Parties au Protocole. La section III transmet des recommandations aux Parties sur de possibles moyens de progresser en ce qui concerne les normes relatives à la manipulation, au transport, à l'emballage et à l'identification d'OVM dans le cadre du paragraphe 3 de l'article 18 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

II. EXAMEN DES ANALYSES ANTÉRIEURES DE L'INFORMATION

4. L'analyse des informations menée en 2012 et présentée à la sixième réunion des Parties au Protocole relative aux éventuelles lacunes et incohérences en ce qui a trait à la manipulation, au transport, à l'emballage et à l'identification des OVM semble avoir énuméré toutes les lacunes ou considérations

* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1.

¹ Décision BS-V/9, paragraphe 1 d).

connexes possibles à l'époque de l'analyse. Cette dernière a examiné un vaste éventail de règlements et pratiques internationaux applicables, d'une manière ou d'une autre, à la manipulation d'OVM. L'analyse a cherché à identifier ce qui a été qualifié de lacunes juridiques et d'incohérences juridiques dans deux domaines à l'étude, soit les mouvements transfrontières d'OVM (logistique commerciale) et l'étiquetage des OVM pour les consommateurs (marketing).

5. Selon ladite étude, les règlements internationaux existants relatifs au transport, à l'emballage, et à l'identification des OVM sont grandement fragmentés. La conclusion a été que, bien qu'il serait optimal d'élaborer une nouvelle norme internationale qui unifierait les meilleures et plus complètes normes internationales existantes afin de réaliser les finalités du Protocole de Cartagena, cette proposition était probablement irréaliste à l'époque, compte tenu du fait qu'aucun progrès tangible en la matière n'avait été enregistré après plus d'une décennie de négociations. L'étude a également conclu que les normes, orientations et méthodes internationales existantes élaborées ou utilisées par les divers mécanismes et instruments sont suffisantes pour réaliser les finalités du Protocole de Cartagena, et que l'adoption d'une combinaison de normes et recommandations issues de ces mécanismes et instruments ferait en sorte que les mouvements transfrontières d'OVM pourraient être considérés comme étant judicieux et sans danger. Une suggestion a été faite concernant de possibles moyens qui pourraient aider à harmoniser les normes et méthodes internationales identifiées, également en vue de parvenir à la compatibilité avec le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, et en particulier son article 18.

6. Les mesures suivantes ont été recommandées :

a) Encourager les États à continuer d'utiliser le modèle de facture commerciale du Protocole de Cartagena; ou à inclure dans le « connaissance » classique : les codes et les recommandations élaborés par l'Organisation mondiale des douanes; les Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses – Règlement type des Nations Unies; et l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE);

b) Encourager les États membres de l'OCDE à élaborer une nouvelle norme établissant un identificateur unique pour les microorganismes et les animaux;

c) Proposer et appuyer la reconnaissance du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques comme nouvelle norme internationale pertinente, dans le cadre des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) (deuxième phrase du paragraphe 4 de l'article 12 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, et paragraphe 3 d) de l'Annexe A du même Accord);

d) Encourager les États à intégrer les normes établies au titre du Protocole de Cartagena dans la liste des normes, des directives ou des recommandations internationales SPS appliquées par les Membres de l'Organisation mondiale du commerce (troisième phrase du paragraphe 4 de l'article 12 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires);

e) Promouvoir l'octroi du statut d'observateur au sein du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (WT/L/161 et son Annexe 3);

f) Suggérer la création, sous les auspices de l'Organisation mondiale des douanes, d'un nouveau « classement tarifaire » pour les OVM et leurs différentes utilisations (OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés; utilisation en milieu confiné; introduction intentionnelle dans l'environnement);

g) Partager le Portail international sur la sécurité sanitaire des aliments et la santé animale et végétale avec la FAO, en vue de stocker toutes les informations disponibles sur un seul site Internet;

h) Fournir des avis au Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses de l'ONU sur les risques associés aux OVM et, éventuellement, proposer certaines modifications du

Règlement type des Nations Unies, pour répondre aux besoins concernant les OVM et parvenir aux finalités du Protocole de Cartagena;

i) Encourager les États à utiliser plus souvent les procédures et mécanismes de respect des obligations mis en place par le Protocole de Cartagena, afin de répondre aux exigences prescrites au titre du Protocole en matière de manipulation, de transport, d'emballage et d'identification des OVM et pour constituer une jurisprudence sur l'application du Protocole de Cartagena;

j) Encourager les États à effectuer un transfert de technologie, depuis les pays développés vers les pays en développement et les pays moins avancés, afin d'améliorer les capacités de détection et de traçage des OVM et pour faciliter l'identification des OVM;

k) Encourager les États à mettre en place des programmes d'éducation des consommateurs, pour accroître les connaissances générales sur les OVM et comme mécanisme facilitant l'application et la reconnaissance internationale des règles d'étiquetage des OVM.

7. Il convient de noter que les Parties étudient la nécessité et les modalités de l'élaboration de normes relatives aux pratiques d'identification, de manipulation, d'emballage et de transport d'OVM depuis les débuts du Protocole. La COP-MOP a reconnu, dès sa première réunion, la nécessité de codes d'identification unique harmonisés afin de faciliter l'accès aux informations pertinentes sur les OVM qui sont sur le marché. À cet égard, elle s'est félicitée de l'élaboration et de l'adoption d'une directive sur la formulation d'un identificateur unique pour les plantes transgéniques de l'OCDE et a invité les Parties et les autres gouvernements à prendre des mesures pour appliquer, comme il convient, les identificateurs uniques pour les plantes transgéniques de l'OCDE aux organismes végétaux vivants modifiés au titre du Protocole, s'il y a lieu, sans qu'il soit porté atteinte à la création possible et à l'applicabilité des autres systèmes. Elle a également prié le Secrétaire exécutif de créer ou de conserver, au sein du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, un registre des codes d'identification unique afin de garantir l'harmonisation de ces codes par l'ensemble des utilisateurs, et encouragé l'Organisation pour la coopération et le développement économiques et d'autres organisations intervenant dans l'élaboration de systèmes d'identification unique des organismes vivants modifiés à démarrer ou bien à accroître leurs activités aux fins de mise au point d'un système harmonisé d'identification unique à l'intention des microorganismes et animaux génétiquement modifiés.²

8. La première réunion de la COP-MOP a également demandé aux Parties, dans la décision BS-I/6 et dans le cadre de l'exigence d'une documentation d'accompagnement pour les OVM destinés à être utilisés en milieu confiné, de prendre des mesures visant à garantir que les envois soient accompagnés d'informations sur toute prescription aux fins de manipulation, d'entreposage, de transport et d'utilisation des organismes vivants modifiés dans le respect des règles de sécurité en vertu des instruments internationaux en vigueur, telles que les Recommandations des Nations Unies sur le Transport de marchandises dangereuses,³ la Convention internationale pour la protection des végétaux et l'Organisation mondiale de la santé animale, les cadres de réglementation domestiques ou les dispositions des accords conclus par l'importateur et l'exportateur.

9. À leur deuxième réunion, les Parties au Protocole ont également prié le Secrétaire exécutif d'établir une coopération avec l'Organisation mondiale des douanes, l'Organisation internationale de normalisation, le Sous-comité du transport des marchandises dangereuses des Nations Unies, l'Association du transport aérien international et d'autres organisations compétentes des douanes et des transports, en vue de développer une approche harmonisée de l'emballage et du transport des organismes vivants modifiés, en préparation de l'examen du paragraphe 3 de l'article 18 par les Parties à leur troisième réunion.⁴

² Décision BS-I/6, annexe, section C.

³ Voir http://www.unece.org/trans/danger/publi/unrec/rev18/18files_e.html.

⁴ Décision BS-II/6, paragraphe f).

10. À sa troisième réunion, la COP-MOP a invité les Parties, les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes à transmettre des avis et informations sur : a) le caractère adapté des règles et normes existantes en matière d'identification, de manipulation, d'emballage et de transport de marchandises et de substances, relativement aux questions soulevées par les organismes vivants modifiés qui font l'objet de mouvements transfrontières; et b) les lacunes qui pourraient rendre nécessaire l'élaboration de nouvelles règles et normes, ou appeler les organismes internationaux concernés à modifier ou à élargir les règles et normes existantes, selon qu'il conviendra.⁵ Le Secrétaire exécutif a été prié de poursuivre sa collaboration avec les organismes internationaux concernés et de réunir des informations sur les règles et normes existantes, y compris sur l'expérience acquise par ces organismes en ce qui a trait à l'établissement et à l'application des règles et des normes visées à l'article 18, en vue de mettre ces informations à la disposition de la COP-MOP à ses quatrième et cinquième réunions.

11. Par conséquent, à sa quatrième réunion, la COP-MOP avait à disposition un document contenant une synthèse des informations reçues par le Secrétaire exécutif dans les soumissions des Parties, des autres gouvernements et des organisations internationales concernées, des informations sur les mesures prises par le Secrétaire exécutif pour forger ou poursuivre une collaboration avec les organismes internationaux concernés, et un aperçu des travaux de certains organismes internationaux compétents (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/4/9).

12. En réponse à la demande de la COP-MOP, le Secrétaire exécutif avait également organisé, en mai-juin 2009, un forum de discussion en ligne sur les normes relatives aux mouvements d'OVM. Le rapport détaillé des discussions, reflétant l'éventail complet des points de vue exprimés a été mis à la disposition des Parties.⁶ Les résultats du forum en ligne sur les normes relatives aux mouvements d'OVM (*Online Forum on Standards for LMO Shipments*) ont par la suite été publiés par le Secrétariat en tant que premier volume dans sa série technique *Biosafety Technical Series*⁷ [en anglais seulement] et est disponible sur le site Web du Secrétariat.⁸ La publication comprend un résumé des normes relatives à la manipulation, au transport, à l'emballage et à l'identification des OVM et identifie les organismes d'établissement de ces normes. Une mise à jour du résumé a été préparée et mise à la disposition de la COP-MOP à sa sixième réunion, en plus de l'étude commandée pour l'examen d'éventuelles lacunes et incohérences dans les normes, méthodes et orientations existantes relatives à la manipulation, au transport, à l'emballage et à l'identification des OVM, en vue de faciliter une discussion approfondie et éclairée de ce point par les Parties.⁹

13. La revue ci-dessus de l'analyse antérieure et du sommaire des activités pertinentes entreprises dans le cadre du processus du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques montre qu'une grande quantité d'information est disponible sur les règles, normes, pratiques et recommandations et sur toute éventuelle lacune et incohérence dans les règles, normes, pratiques et recommandations existantes relatives à la manipulation, au transport, à l'emballage et à l'identification des mouvements transfrontières d'OVM. L'analyse, les rapports et les publications sur les normes ou pratiques existantes en matière de gestion des mouvements transfrontières d'OVM et les comptes-rendus des échanges d'informations entre les parties prenantes concernées, y compris entre les représentants des organismes d'établissement des normes, qui sont disponibles par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, demeurent une source utile d'informations pour l'élaboration, l'adoption ou la mise en œuvre de mesures par les Parties dans le cadre de l'article 18 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

⁵ Décision BS-III/9, paragraphe 1.

⁶ Le rapport complet du forum en ligne est disponible en tant que document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/INF/23.

⁷ Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, *Standards for Shipments of Living Modified Organisms: Outcomes of an Online Forum* (en anglais seulement) (Montréal, 2011).

⁸ http://bch.cbd.int/protocol/cpb_technicalseries.shtml.

⁹ Un résumé assorti d'une mise à jour figure dans le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/6/INF/7.

III. PROPOSITION D'ÉLÉMENTS POUR UN PROJET DE DÉCISION

14. À la lumière de l'examen qui précède, et compte tenu du fait qu'aucun consensus n'a encore été dégagé en ce qui concerne la nécessité et les modalités de l'élaboration de normes spécifiques relatives aux pratiques d'identification, de manipulation, d'emballage et de transport d'OVM dans le cadre du paragraphe 3 de l'article 18 du Protocole de Cartagena, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole pourrait souhaiter :

a) Inviter les Parties et les autres gouvernements à utiliser les orientations existantes pour la manipulation, le transport et l'emballage des OVM, comme précisé au sens de l'objectif opérationnel 1.6 du plan stratégique pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (2011-2020);

b) Prier le Secrétaire exécutif de poursuivre la collaboration avec les organismes internationaux d'établissement des normes et de tenir les Parties au courant de tout nouveau développement dans les règlements internationaux concernés, et de rendre ces informations disponibles par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques de manière à ce qu'elles soient facilement consultables;

c) Encourager les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées à soumettre au Secrétaire exécutif toute nouvelle information qui pourrait aider les Parties à identifier et à appliquer les règles et les normes existantes, et prier le Secrétaire exécutif de rendre ces informations disponibles par le biais du Centre d'échange;

d) Décider d'examiner, à sa neuvième réunion, la nécessité d'élaborer des normes, et envisager toute mesure ultérieure qui pourrait s'avérer nécessaire à la lumière des résultats de la troisième évaluation et examen de l'efficacité du Protocole et de l'examen à mi-parcours du plan stratégique.
